

1. [Accueil/](#)
2. [Centre-Val de Loire/](#)
3. [Eure-et-Loir/](#)

Maternités, tribunaux, usines, bureaux de poste... "Les villes sous-préfectures, ont beaucoup perdu, nous sommes les nouvelles banlieues" (Page actuelle)

Septembre 2025

Maternités, tribunaux, usines, bureaux de poste... "Les villes sous-préfectures, ont beaucoup perdu, nous sommes les nouvelles banlieues"



[Châteaudun, en Eure-et-Loir, situé à près de 50 km de Chartres, fait partie de cette "France des TER", où les services publics se font de plus en plus rares • © LOURDEL LIONEL / AFP](#)

Écrit par [Fabienne Marcel](#) et [AFP](#)

Publié le 03/09/2025 à 11h44

[Centre-Val de Loire](#)

- France3 Régions sur Facebook (Nouvelle fenêtre)
- France3 Régions sur WhatsApp (Nouvelle fenêtre)

La France des sous-préfectures, est-elle le symbole de l'abandon des territoires ? C'est ce que pensent plusieurs élus locaux, dont les territoires ruraux sont souvent désertés par les services publics.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

Maternités, tribunaux, usines, sites militaires... "*Les villes sous-préfectures ont beaucoup perdu*", déplore Fabien Verdier, maire (SE) de Châteaudun, chef-lieu d'arrondissement d'Eure-et-Loir symbole, selon lui, de cette "France des TER" éloignée des métropoles, où le "sentiment d'abandon" alimente le vote RN.

Fondateur du "Mouvement pour le développement des villes sous-préfectures" en 2022, le quadragénaire se démène pour faire renaître sa ville de 13.200 habitants, au nord-ouest d'Orléans, après 30 ans de déclin accéléré par la fermeture de la base aérienne militaire 279.

À Châteaudun, nous avons 4,4 % de cadres et professions intellectuelles, contre 20% à Paris. En métropolisant, on a tout dépeuplé. Il faut que Toulouse avance face à Shanghai, mais il ne faut pas que Châteaudun ou Vierzon meurent, résume aujourd'hui le maire sans étiquette.

Des territoires ruraux souvent désertés

A l'origine de la révolte des élus de ces villes petites et moyennes, le constat d'un enclavement géographique dans des territoires ruraux souvent désertés par les services publics, médecins, commerces, bureaux de poste et agences bancaires.

"Nous jouons un rôle moteur de service à la population pour tout le sud de la Sarthe, avec des besoins énormes pour accueillir dignement les populations", justifie Nadine Grelet-Certenais, maire PS de La Flèche.

Si certaines villes revendiquent une certaine attractivité, beaucoup assurent ne plus avoir les moyens de faire face, comme Langon et ses 7.500 habitants, fréquentée chaque jour par 25.000 personnes mais dont la dotation globale de fonctionnement a chuté de 45% en dix ans.

"Ces flux de populations exercent une pression importante sur nos infrastructures. Nous accueillons 4.300 élèves, le double d'il y a 20 ans", souligne son maire Jérôme Guillem (PS).

Certaines petites centralités ont subi à la fois les effets de la désindustrialisation et ceux du retrait territorial de l'Etat à la fin des années 2000.

Dans l'Oise, en 2012, *"la fusion des hôpitaux de Creil et Senlis a été catastrophique",* témoigne la maire de la deuxième ville, Pascale Loiseleur (DVD). *"Certaines communes se sont retrouvées à plus de 40 minutes des urgences".*

Plusieurs années après la fermeture de la maternité du Blanc en 2018, dans l'Indre, force est de constater que les pires craintes de ses opposants se sont réalisées. Les femmes accouchent désormais où elles peuvent, à une heure de chez elles.

Des inégalités spatiales

A Saint-Claude, chef-lieu d'arrondissement du Jura, la crise financière de 2008 a eu de funestes conséquences sur l'industrie automobile. En quinze ans, la ville est passée de 12.000 à 8.700 habitants.

"On a perdu en population mais aussi en recettes fiscales, puis 20% de nos dotations, c'est-à-dire 5 millions d'euros sur un budget de 25 millions", rembobine le maire Jean-Louis Millet, qui a procédé à *"une purge d'un tiers des agents communaux"*.

En 2018, la fermeture de la maternité a fait l'effet d'une douche froide. *"Un jour, les sages-femmes sont arrivées le matin et la porte était cadenassée avec une chaîne",* raconte l'élue DVD, qui a vu également *"partir la chirurgie",* tandis que les urgences sont *"sur la sellette"*.

"On arrive à la limite de l'usure. Aujourd'hui je me bats contre la fermeture de la voie ferrée des Hirondelles, car je sais que des étudiants abandonneront leurs études s'ils n'ont plus de train", poursuit l'ex-villiériste, pour qui la situation de Saint-Claude, territoire de montagne, tient davantage à son isolement géographique qu'à son statut de sous-préfecture.

De son côté, Fabien Verdier insiste sur la paupérisation des habitants des sous-préfectures enclavées, prenant l'exemple de Châteaudun, où le taux de pauvreté caracole à 54% dans les quartiers populaires.

"Nous sommes les nouvelles banlieues", martèle-t-il, plaidant pour *"réirriguer les territoires"*. Un discours qui remet à l'agenda politique la question des inégalités spatiales. Son association propose ainsi d'octroyer 100 hectares de foncier à chaque ville sous-préfecture pour développer des projets industriels, ou d'y redéployer des services déconcentrés de l'État.

Interrogé par l'AFP, le géographe Max Rousseau estime lui que les sous-préfectures sont *"un ensemble composite de villes aux trajectoires et profils très diversifiés"* et appelle à *"cibler plus finement les territoires prioritaires"*.

"Des indicateurs comme le taux de vacance immobilière, les revenus par habitant, l'évolution démographique, de l'emploi permettraient de cartographier les territoires à prioriser", remarque-t-il.

"Montluçon a plus de liens avec Nevers, ville préfecture, qu'avec une sous-préfecture aisée comme Les Sables-d'Olonne", confirme le géographe Achille Warnant.